

**Arrêté préfectoral complémentaire
Installation de stockage de déchets non dangereux
Société SUEZ RV Ile-de-France
Commune de Liancourt-Saint-Pierre**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, et notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise ;

Vu les actes antérieurement délivrés à la société SUEZ RV Ile-de-France pour l'installation de stockage de déchets non dangereux qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Liancourt-Saint-Pierre, Lierville et Lavilletertre et notamment les arrêtés préfectoraux des 8 décembre 2016 et 7 mai 2018 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 5 février 2026 ;

Vu les observations formulées par la société SUEZ RV Ile-de-France par courrier du 20 février 2026 ;

Considérant ce qui suit :

1. le site de la société SUEZ fait l'objet de signalements réguliers pour nuisances olfactives par des habitants de la commune de Liancourt-Saint-Pierre ;
2. l'exploitant a déjà mené des actions visant à réduire les nuisances olfactives dont son établissement est à l'origine ;
3. au vu de la persistance des signalements, il y a lieu de fixer par arrêté préfectoral complémentaire des mesures permettant d'objectiver ces nuisances ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société Suez RV Île-de-France exploitant une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Liancourt-Saint-Pierre met en œuvre un programme de surveillance renforcée des émissions de biogaz issues de ses installations.

Ce programme a pour objectif de caractériser de manière objective l'impact olfactif des installations par des mesures réalisées dans l'environnement du site.

Ce programme repose a minima sur la mise en place de capteurs de sulfure d'hydrogène (H₂S) implantés à des positions opportunes en lien avec les signalements des populations locales.

L'exploitant propose à l'inspection des installations classées un cahier des charges pour la mise en œuvre de ce programme de surveillance renforcée sous un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté.

Dans un délai de quinze jours suivant la validation du cahier des charges, la surveillance renforcée est mise en œuvre jusqu'à la fin de la période d'exploitation.

L'exploitant transmet mensuellement à l'inspection des installations classées un bilan de la surveillance mise en œuvre.

Ce bilan présente une analyse du lien éventuel entre les signalements des riverains, l'activité du site et les résultats de la surveillance réalisée ainsi que les actions réalisées le cas échéant pour réduire les émissions olfactives.

Un rapport final de la surveillance renforcée est transmis à l'inspection des installations classées sous un délai d'un mois suivant la fin de la période de surveillance renforcée.

Sur la base des bilans mensuels demandés supra, ce rapport présente un bilan de l'évolution des signalements des riverains et de l'éventuelle corrélation avec la surveillance mise en œuvre.

La surveillance renforcée pourra être prolongée en fonction des conclusions du rapport final.

Article 2 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de le notifier à l'autorité préfectorale et au bénéficiaire de la décision.

La notification intervient par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Lorsque le droit de former un recours est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 3 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Liancourt-Saint-Pierre pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Liancourt-Saint-Pierre fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de la commune de Liancourt-Saint-Pierre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspectrice de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **05 MARS 2026**

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

Destinataires :

Société SUEZ RV Île-de-France

Le Maire de Liancourt-Saint-Pierre

Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'Inspectrice de l'environnement s/c du Chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

